

## MEETING DE POITIERS du 5 AVRIL 2012

Discours de François BAYROU

Bonjour à tous, merci de votre accueil et de votre présence chaleureuse !

J'étais très honoré ce soir, parce que, juste avant de venir dans cette salle et de vous retrouver -pardon à ceux qui n'ont pas pu entrer et qui sont dans le hall, on essaie de faire le maximum de place- j'étais invité à France Bleu et le journaliste m'a dit : "*Mais comment se fait-il, Monsieur, que vous soyez le seul candidat à venir faire un meeting à Poitiers ?*"...

Et je lui ai dit : peut-être parce que j'aime Poitiers et le Poitou-Charentes plus que les autres et que j'ai des raisons pour cela ! J'ai expliqué quelles étaient mes raisons. Les unes sont d'ordre public : c'est une région qui m'a toujours apporté beaucoup d'amitié, beaucoup de confiance et beaucoup de voix. C'est une région dans laquelle j'ai eu des amis que j'ai beaucoup aimés. Je pense évidemment à René Monory.

C'est la région où ma femme a grandi, puisqu'elle a grandi à Loudun et qu'elle ne l'a jamais oublié. Le Poitou-Charente est donc, d'une certaine manière pour moi aussi, une affaire de famille.

Je suis très heureux de vous retrouver, de retrouver Jérôme Sourisseau qui est au premier rang, de retrouver ceux qui se sont exprimés avant moi et notamment le jeune président de la Fédération et vous me permettrez de saluer spécialement, avec affection, je ne l'ai eue au téléphone que cinq fois aujourd'hui, Jacqueline Gourault, sénateur du Loir-et-Cher et vice-présidente de l'association des Maires de France.

C'est une soirée très chaleureuse, pas seulement à cause de la montée de la température, qui va d'ailleurs m'entraîner à enlever ma veste, parce que le réchauffement de la planète, ce n'est pas qu'une théorie, c'est aussi parfois par la chaleur des cœurs et des esprits, des "cœurs", vous pouvez l'écrire comme vous voulez, soit le cœur, soit le chœur que vous formez tous ensemble pour soutenir les idées qui sont les nôtres.

C'est une campagne électorale comme je n'imaginai pas qu'elle pût être organisée dans notre pays. Je dois dire qu'au mois de janvier, on a vécu des événements très importants, on a vécu la perte du triple A, comme l'on dit, c'est-à-dire la perte de qualification de la France aux yeux du monde de l'économie internationale et, à cette époque, j'ai cru, je pensais que la campagne électorale s'organiserait naturellement autour des très grands enjeux du pays.

Je n'imaginai pas que l'on puisse vivre une campagne électorale en 2012, avec ce que nous avons comme obstacles et comme défi devant nous, qui élude absolument toutes les questions qui se posent aux Français.

Vous voyez, on découvre encore, même quand on a une certaine expérience politique, ce que sont les ressorts et les habiletés de cet univers-là.

Alors, je vous propose, car c'est notre tâche, notre volonté et la ligne que nous allons suivre, que nous recentrons, que nous concentrons la campagne électorale autour de l'essentiel et donc que nous refusons les questions secondaires, que nous refusons de nous laisser balader, que nous refusons de nous laisser "enfumer", que nous disons ce qui pour nous est l'essentiel, et je vais vous dire ce qui pour moi, est l'essentiel.

La question essentielle que les Français se posent, je la formule ainsi, elle est familière, j'allais presque

dire qu'elle est familiale, et elle est la suivante : est-ce que nous, Français, nous France, nous pouvons nous en sortir ou bien sommes-nous condamnés, comme depuis des années, à battre en retraite, à voir peu à peu baisser, en tout cas peu à peu reculer ce que nous aimons, ce que nous attendons de notre pays, à voir peu à peu nos espoirs s'amoinrir, constater les difficultés croissantes de la situation ?

Est-ce que l'on peut s'en sortir ?...

Je vais le traduire autrement, encore plus simplement : est-ce que, en France, on peut ou pas recréer de l'emploi, car "emploi" est le mot central, le mot essentiel qui devrait être l'objet de cette campagne électorale et que, nous, nous prononçons. Notre but, notre projet, notre plan pour la France, c'est de recréer des emplois pour que les jeunes Français, nos enfants et les adultes qui ont charge de famille, retrouvent de l'espoir et des ressources pour le pays.

Tel est le choix que nous avons fait.

Et donc, si j'ai à m'adresser à mes concitoyens, je leur dis : regardez ceux qui, dans cette campagne, posent la question de l'emploi, ceux qui, dans cette campagne posent la question de l'emploi et de la stratégie pour le recréer. Ceux qui ont identifié depuis des années, et souvent seuls contre tous, les raisons qui faisaient que la France était en train de décrocher, alors qu'elle a été un très grand pays producteur, un très grand pays industriel, et qui ont formulé une stratégie pour retrouver cela".

Je veux rappeler qu'il n'y a pas de possibilité de retrouver de l'emploi autrement que par une volonté politique inébranlable qui est que nous reconstruisions le "produire en France" -les usines, les laboratoires, les laboratoires de recherche, l'innovation, les produits, les circuits de commercialisation - pour que de nouveau nous soyons le pays qui produit, donc le pays qui forme de vrais emplois et de vraies ressources pour soutenir le modèle social et le modèle républicain qui est le nôtre.

Hors de cette question, je vous le dis avec gravité, il n'est aucune issue pour la France. Vous entendez ?!... Si nous ne reconstruisons pas l'emploi, nous ne pouvons pas redresser le pays. Il n'existe aucun moyen d'inventer des impôts nouveaux, des allocations nouvelles, de mettre en place des fonctionnaires nouveaux, si nous n'avons pas les ressources et donc la production pour soutenir le contrat social qui est le nôtre.

J'emploie les termes de "contrat social". Nous avons bâti, c'est notre orgueil, c'est notre fierté au travers du temps, nous avons bâti un modèle social qui est un des plus avancés dans le monde. C'est aussi un de ceux qui coûte le plus cher dans le monde. Je ne dis pas que tout y fonctionne bien, mais dans le modèle social français, depuis des années, la santé est prise en charge, les retraites sont prises en charge, les allocations familiales sont prises en charge, donc les feuilles de Sécurité Sociale sont remboursées, les hôpitaux naturellement sont en charge et les services publics, l'éducation en France -grande fierté pour moi- est gratuite et obligatoire alors que dans tant de pays qui nous entourent l'éducation est payante et à la charge des familles, la sécurité, la justice, tout ce que nous demandons à l'État et nous demandons beaucoup à l'État ou aux collectivités locales, tout cela est pris en charge. Mais, évidemment cela a un coût très important.

Le modèle social en France, c'est le pays du monde qui consacre la plus grande part de ses ressources à l'action de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales. La plus grande part. Je vous donne un chiffre : la moyenne de dépenses publiques de tous les pays de l'OCDE, c'est-à-dire de tous les pays développés, c'est 43 %.

43% des ressources annuelles d'un pays consacrées aux ressources publiques. Nous, France, c'est 57%, 14 points de plus comme l'on dit, 14% de plus, 25% de dépenses supplémentaires par rapport à la moyenne des pays développés du monde. C'est un énorme effort.

Eh bien, je le dis avec la gravité que cela devrait imposer à tous les responsables du pays. Si nous ne

sommes pas capables de rebâtir les ressources pour financer cet appareil-là, et toutes les ressources viennent de l'emploi chez nous, on n'y réfléchit jamais, on croit que l'emploi, c'est seulement pour des jobs, comme on dit, mais non, l'emploi, c'est beaucoup plus que ça, ce sont des jobs, c'est une installation dans la vie, c'est une sécurité pour les familles mais c'est, par les charges sociales le financement de la Sécurité sociale, par la CSG le financement de la santé et des retraites, par les impôts le financement des services publics.

Tout cela est directement dépendant de la possibilité du pays à produire et d'avoir laissé s'effondrer secteur après secteur la plus grande partie -on me parlait à l'instant à la radio d'une usine de culasses d'automobiles en aluminium qui est dans la région et qui se trouve mise en danger par des choix des grandes sociétés automobiles françaises- d'avoir laissé s'effondrer tous ces secteurs-là, c'est criminel pour les emplois, mais c'est criminel pour le modèle social.

Il n'est qu'un moyen de sauvegarder et de développer le modèle social français, c'est de replacer la question du "produire en France" au cœur de la réflexion de la campagne présidentielle.

Et pourquoi est-ce que je dis cela ? Je le dis parce que depuis des années on a laissé s'introduire dans l'esprit des Français l'idée ou l'arrière-pensée qu'il n'y avait rien à faire, que c'était une fatalité et, y compris dans vos esprits, l'idée a été subrepticement glissée depuis longtemps que tout cela, c'était la Chine, c'était l'Inde, c'était la Roumanie, c'était ces pays où les salaires étaient cinq fois, dix fois, vingt fois moins importants que les nôtres et que donc, d'une certaine manière, il n'y avait rien à faire, que c'était une fatalité et que l'on ne pouvait pas réagir contre cela.

Mes amis, on vous a trompés parce que si vous ouvrez les yeux et si vous regardez autour de la France, pas en Chine, pas en Inde, autour de la France, les pays qui sont nos voisins et nos amis et nos concurrents et qui ont exactement les mêmes règles que les nôtres : l'Allemagne c'est dans l'Union européenne, l'Allemagne c'est l'Euro, l'Allemagne a le même coût du travail que le nôtre et même légèrement supérieur au nôtre, de 1 % ce n'est pas beaucoup 1 %, mais légèrement supérieur encore au nôtre.

Il y a dix ans, c'est vrai, la différence était plus importante. L'Allemagne, elle, a su relever admirablement, et ce ne sont pas des génies les Allemands, c'est un peuple comme nous, c'est un peuple qui a rencontré dans l'histoire beaucoup, beaucoup de drames, beaucoup, beaucoup de difficultés, qui a dû remonter l'Allemagne de l'Est à la force du poignet, qui s'est endettée dans ces années-là de manière réellement forte et lourde pour retrouver l'unité des deux peuples. L'Allemagne a des atouts, mais elle a des inconvénients, elle a moins d'enfants que nous, elle a moins de jeunes que nous, c'est un pays dont la population décline.

Nous nous plaignons souvent, on entend souvent dans le débat public pointer l'immigration. On a je crois 8 ou 9 % d'immigrés dans notre pays. L'Allemagne en a 13%. C'est un pays qui a, comme nous, des cartes entre les mains. Seulement, elle les joue ces cartes-là et nous, nous avons des atouts et nous ne les jouons pas.

Voilà la conviction qui est la mienne.

Je vais vous donner ce qui s'est passé les sept dernières années, tout cela pour montrer à quel point on a besoin d'une politique nouvelle dans notre pays. Il y a sept ans, en 2005, nous sommes, nous, France, en excédent commercial, c'est-à-dire nous sommes un pays qui vend à l'extérieur plus qu'il n'y achète. Ce n'est pas vieux il y a sept ans, 2005. Nous sommes en excédent d'une dizaine de milliards d'euros, ce qui n'est pas beaucoup, mais qui est tout de même une sécurité. Un pays qui vend plus qu'il n'achète, c'est comme une entreprise qui vend plus qu'elle n'achète, les choses vont bien, une famille où il y a

plus de ressources qu'il n'y a de dépenses, les choses vont bien, c'est une situation équilibrée.

Écoutez bien ce que nous avons fait.

2006, nous passons en déficit moins 10 milliards. 2007, moins 24 milliards. 2008, moins 32 milliards. Puis nous descendons ainsi, moins 45, moins 52.

Cette année, en 2011, nous avons fait nous, France, grand pays de production agricole, grand pays de production industrielle, 70 milliards de déficit du commerce extérieur. On a pris 70 milliards sur les ressources du pays pour les apporter pour soutenir les économies de nos voisins.

Alors 70 milliards, bon ... c'est un sept et un zéro... cela paraît passer assez vite. On ne fait pas attention aux chiffres mais moi, dans cette élection, je suis le gardien d'une vertu française qui a disparu depuis longtemps, je suis le gardien du calcul mental et je défends le calcul mental pour l'éducation primaire, pour les classes primaires, pour les classes secondaires et comme une force civique car si on savait ce que c'était 70 milliards, jamais on n'aurait laissé se dégrader la situation comme cela.

70 milliards, c'est 70 mille millions d'euros pris sur les ressources de la France pour apporter aux pays qui nous entourent et, 70 mille millions d'euros, pour quelqu'un qui voudrait réfléchir à ce que cela représente, c'est le salaire annuel charges comprises de trois millions de Français.

Et vous savez combien on a de chômeurs à temps plein ? Deux millions et demi, à temps partiel quatre millions et demi.

Alors ne cherchez pas plus loin les raisons de l'effondrement de la France. Ne cherchez pas plus loin pourquoi vos enfants ont du mal à trouver de l'emploi, même quand ils sont diplômés (sauf évidemment les brillants, studieux, remarquables étudiants qui sont dans cette salle...) mais 70 mille millions d'euros pris sur les ressources de la France et pas pour envoyer en Chine, et il y en a une minorité qui part en Chine.

Mais l'Allemagne, 16 milliards d'excédents de l'Allemagne vers chez nous. L'Italie est excédentaire, la Belgique est excédentaire dans ses échanges avec la France de 7 milliards, les Pays-Bas sont excédentaires et même maintenant l'Espagne avec toutes les difficultés qui sont les siennes est à l'équilibre.

Nous sommes en Europe les seuls à vivre une situation aussi dégradée et si vous vous tournez maintenant, je ne dis même pas vers les Suisses, mais vers nos voisins allemands, mêmes règles, mêmes contraintes que les nôtres, qui étaient derrière nous en 2005... ils étaient derrière nous, ils sont montés de 20 milliards en 20 milliards et, cette année, le bénéfice du commerce extérieur allemand a été de 160 milliards d'euros... 160 mille millions d'euros de bénéfices !

Alors ne vous étonnez pas si, d'un côté, nous avons le chômage record de tous les temps, d'un côté du Rhin et, de l'autre côté du Rhin, il y a eu une grande vague de licenciements, c'est à l'Agence pour l'emploi qu'il y a eu la vague de licenciements parce que, dans toutes les provinces de l'ancienne Allemagne de l'Ouest, il n'y a plus de chômage, le chômage est entre 3 et 4 %.

Je ne dis pas que la situation allemande soit exemplaire pour tout parce que je pense qu'il y a des différences de sociétés. Je ne dis pas que la situation de la Suisse soit exemplaire pour tout, encore que j'ai trouvé le référendum qui a été organisé ce week-end particulièrement intéressant en Suisse. Voilà un pays qui produit, qui exporte. On a soumis au référendum des Suisses l'idée d'avoir, au lieu de quatre semaines de congés payés annuels, six semaines de congés payés annuels et les Suisses, à une majorité des deux-tiers, ont refusé et ont dit non à cette offre qu'on leur faisait !

Ils ont dit : nous, on préfère garder de vrais emplois, de vraies entreprises en bonne santé parce que c'est ainsi qu'on se développera.

Je ne dis pas que ce soit un modèle. Je dis que ça doit être un motif de réflexion et quand je parlais d'usine d'automobiles à l'instant, je pense qu'il y a un parallèle à faire entre Volkswagen et Renault, toutes les deux grandes entreprises automobiles. Toutes les deux avec un actionnaire public, l'État français chez Renault, l'État de Bavière chez Volkswagen.

En 2005, toujours pareil, c'est le même schéma qui se retrouve partout, Volkswagen et Renault produisent tous les deux le même nombre de voitures, Volkswagen en Allemagne et Renault en France : 1 200 000 voitures en 2005. Cette année, sept ans après, Renault produira en France 440 000 voitures, on a divisé par trois le nombre de voitures produites chez nous. En Allemagne, cette année, Volkswagen produira 2 300 000 véhicules. Ils ont multiplié par deux le nombre de voitures produites chez eux, tandis que nous divisons par trois le nombre de voitures produites chez nous.

Excusez-moi, il n'y a aucune raison objective, sauf de politique d'entreprise, de stratégie, pour que, avec la même monnaie et dans la même Union Européenne, on puisse produire chez les uns et on ne puisse plus produire chez les autres. Je disais il y a une minute, c'est le même coût du travail. Oh ! C'est beaucoup plus important que cela. Il y a quinze jours, chez Volkswagen, on a annoncé que, en raison des résultats de l'entreprise, chaque salarié allait toucher 7 500 € de prime. On ne diminue pas chez eux, on augmente le rendement du travail et de l'entreprise.

Eh bien, voilà pour moi le modèle de réflexion et de volonté que je veux que nous imposions dans notre pays. Dans tous les secteurs d'activité, je vous conjure de me croire, nous avons baissé les bras pour une raison que je ne comprends pas, pour une raison que j'ignore et dont je pense qu'il faut mettre au centre de notre volonté politique le renversement de cette logique. Nous avons laissé disparaître l'activité française qui était un modèle du genre, je l'ai dit, dans les grands secteurs, agricoles, industriels du pays.

Je vous propose ce contrat-là. Je vous propose cette volonté-là. Dans le quinquennat qui vient, dans les cinq ans que nous allons vivre ensemble, n'ayons qu'une obsession : nous allons rebâtir l'appareil productif de la France pour retrouver les emplois et pour retrouver les ressources nécessaires à la vie de chacune de nos familles et de la société française. Nous mettons cela au centre des choses.

Je vous demande d'y réfléchir. Ne nous laissons distraire par rien. Il y a beaucoup de sujets de diversion dans cette campagne électorale. Il y a beaucoup de sujets secondaires qu'on traite comme s'ils étaient des sujets principaux.

Nous, nous sommes le peuple de France, et le peuple de France dit : mesdames et messieurs les responsables politiques, excusez-moi, il y a un sujet qui est mon sujet : est-ce que, oui ou non, vous avez l'intention de reconstruire l'emploi dans notre pays ? Sinon, vous ne nous intéressez pas. Si oui, nous sommes prêts à marcher avec vous. Et ne venez pas nous « gaver » de promesses intenable, ne venez pas nous raconter que, dans un pays en déficit comme nous sommes, on va pouvoir créer des dizaines de milliers d'emplois de fonctionnaires dans tous les secteurs du pays, on va pouvoir augmenter toutes les allocations, on va pouvoir annoncer des primes, on va pouvoir annoncer des dépenses supplémentaires. Si vous faites cela, vous trahissez la confiance que les citoyens doivent avoir dans leurs élus.

Et moi, j'ai un engagement à l'égard du peuple des concitoyens que nous formons ensemble, à l'égard du peuple citoyen. Je suis absolument certain, et pas depuis aujourd'hui, qu'il n'y a que par la vérité que l'on peut trouver le chemin du redressement. Je dis cela comme personne, comme père de famille, comme élu, mais je dis cela comme héritier d'une grande famille politique française. Je dis cela comme Raymond Barre le disait. Je dis cela comme Mendes-France le disait. Je dis cela comme René Monory le disait.

Je dis cela comme tous ceux qui ont, avec moi à un moment ou à un autre, qui ont gouverné la France, je mets dans cette grande famille les Delors, les Rocard, les Valéry Giscard d'Estaing, c'est la même famille politique, ceux qui voulaient dire la vérité au pays et construire à partir de la vérité. Hélas les institutions les ont séparés. S'ils avaient gouverné la France, nous n'en serions pas où nous sommes et, pour cela, il fallait qu'on leur propose un modèle d'unité et de rassemblement.

C'est la volonté que j'ai forgée au travers du temps. Je sais que cette famille, la famille de ceux qui veulent construire le redressement à partir de la vérité, elle existe, elle gouvernera la France, elle doit se réunir et quand elle sera réunie, le pays se portera mieux. Il écartera les illusions, il écartera les mensonges, il écartera tous ceux qui, depuis des temps et des temps, lui ont raconté des histoires.

Si je prends cette question de l'emploi et si j'observe le degré de reconstruction, la volonté de reconstruction que nous devons mettre en place, alors je vois les secteurs d'activité les uns après les autres.

Je visitais récemment des forêts avec des forestiers. La forêt en France, c'est une des trois plus grandes forêts de toute l'Europe, la forêt en France, c'est 20% de plus que la forêt allemande. Et puis, la forêt allemande se porte très bien et, dans le secteur, dans la filière de la forêt et du bois, en Allemagne, avec 20% de surface de moins que nous, il y a 800 000 emplois. Chez nous, nous en avons à peine la moitié, 400 000. 20 % de plus de surface, la moitié en nombre d'emplois.

La forêt peut être un secteur d'activité dans lequel nous retrouverons des centaines de milliers d'emplois, mais, évidemment, il n'y a pas de volonté, il n'y a pas de stratégie, on a laissé filer les choses, se défaire les choses au fil du temps. L'an dernier, en France, on a planté -c'est un chiffre qui paraît impressionnant, mais qui est très petit- à peine 40 millions d'arbres sur une forêt immense. En Allemagne, avec 20 % de surface en moins, on a planté 450 millions d'arbres. Et en Pologne, on a planté l'an dernier 1 milliard d'arbres, 1 000 millions d'arbres.

Tous les jeunes qui sont là savent une chose, c'est que les arbres, ce n'est pas seulement de la matière vivante, c'est, en écologie, le meilleur allié de l'homme parce que l'arbre piège le carbone de l'air et plus l'arbre est jeune, plus il piège de carbone, plus il permet de lutter contre le réchauffement de la planète...

Écoutez, qu'est-ce que cela coûte de recommencer à s'occuper des forêts ? Qu'est-ce que cela coûte de recommencer à s'occuper de la filière bois ? Qu'est-ce que cela coûte de rendre à la France... Je suis le descendant d'Henri IV et de Sully, tel que vous me voyez, et j'en suis très fier ! C'est eux qui ont donné à la France une partie de la richesse forestière qui fait l'envie de tous ceux qui nous regardent. Simplement, il faut recommencer à s'en occuper.

Et même des filières complètement abandonnées, il faut recommencer à s'occuper. Le textile n'est pas un combat perdu. La preuve, de l'autre côté du Rhin, ils ont reconquis en cinq ans près de 50 % du textile que l'on appelle le sportswear, avec les mêmes coûts de l'emploi que chez nous. Simplement, ils ont mené une politique méthodique, volontaire pour dire : tout ce que nous pouvons produire chez nous, nous allons le faire !

Eh bien, je vous propose que nous appliquions la même politique. Je vous propose que nous mettions devant la nation, devant le pays tout entier pour les cinq années qui viennent la volonté de refaire de la France le grand pays producteur, donc le grand pays créateur d'emplois, le grand pays créateur d'invention, de recherche, d'innovation, que les jeunes Français méritent de voir renaître et reconstruire.

Je n'ai pas d'autre volonté.

Je sais qu'il y a des sujets -et certains me tiennent à cœur, je vais parler dans une minute de l'éducation du pays- mais je n'ai pas d'autres volonté ni d'autres certitude que celle-là : c'est dans la reconstruction

du produire en France et donc du consommer français. Même si un certain nombre de gens trouvent que ce n'est pas à la mode, moi je vous dis que ceci est un besoin du pays. La preuve, hier, le grand journal urbain gratuit qui s'appelle « Métro » a interrogé les Français pour demander, parmi les promesses de la campagne présidentielle, lesquelles étaient nécessaires et lesquelles étaient crédibles.

Eh bien, les Français ont classé en tête l'idée que j'ai proposée d'un label qui pourrait permettre aux consommateurs de savoir si le produit qu'ils achètent vient de France et dans quelle proportion ou si, au contraire, le produit qu'ils achètent est sans lien avec notre pays. Eh bien, le label qui permet aux consommateurs de consommer français, c'est un des moyens de soutenir la production en France. Autrement, pourquoi voulez-vous que les industriels viennent chez nous ?

Je parle de vrais emplois et le jour où les consommateurs se rendront compte que, quand il achète pour 100 € de produits français, il y a 50 € qui reviennent dans leur poche, dans leur poche d'assuré social, dans leur poche de parent d'élève, dans leur poche de retraité, que c'est l'activité chez nous qui leur permet de bénéficier des services publics qu'ils aiment et qu'ils attendent, le jour où ils se rendront compte de cela, alors, on verra que les producteurs, les industriels auront intérêt à se remettre à produire chez nous, autrement, ils iront produire là où c'est le moins cher.

Si on a comme considération ou comme sujet produire moins cher, acheter le moins cher, alors ne vous faites pas de souci, la bataille est perdue.

Je sais, ce n'est pas moi, c'est une étude du CREDOC que dirigeait Robert Rochefort avant qu'il ne devienne député européen pour notre famille politique : le CREDOC a fait une étude et il y a 60 % de Français qui disent : oui, cela nous intéresse, même si on doit dépenser un peu plus cher pour un produit de bonne qualité, il n'y a aucune raison qu'on ne nous garantisse pas ce produit simplement pour soutenir les emplois et les ressources que nous avons à construire ensemble.

Je suis pour que ce sujet devienne le sujet essentiel.

Il y a un deuxième sujet qui va avec, sans lequel il est impossible qu'un grand pays comme le nôtre se mette en route et gagne la bataille.

Ce grand sujet, c'est le sujet de l'éducation en France. Il n'est aucune possibilité pour un pays à haut niveau de vie comme le nôtre de gagner la bataille internationale s'il n'a pas la meilleure éducation du monde.

Or, nous, France, nous avons la meilleure éducation du monde et nous avons glissé au travers du temps. Depuis que j'ai quitté le ministère de l'Éducation Nationale, ce n'est pas un lien de cause à effet, enfin, c'était plutôt pas mal quand j'étais ministre de l'Éducation Nationale, mais il y a tellement longtemps que les plus jeunes dans cette salle n'étaient pas nés, depuis que j'ai quitté le ministère de l'Éducation Nationale, la France n'a cessé de glisser dans les classements internationaux. Cette année, pour ce qui est de la compréhension de l'écrit, de la lecture et de l'écriture, nous avons été classés 24<sup>ème</sup> sur 35, pour le calcul, 25<sup>ème</sup> sur 35 et pour les inégalités scolaires, 34<sup>ème</sup> sur 35 !

La France, qui a été pendant des siècles le pays dont le monde entier se réclamait pour l'éducation, la France où le monde entier venait étudier à la Sorbonne, la Sorbonne, c'était l'université des universités en Europe au Moyen-Âge, la France qui a fait l'enseignement public, laïque, obligatoire et gratuit.

Il y a ici des générations un peu plus âgées, naturellement le nombre est très jeune, mais il y a des générations un peu plus âgées. Interrogez-les, ils vous diront qu'il y a quelques décennies à peine, personne ne sortait de l'école primaire sans savoir parfaitement lire, parfaitement écrire, avec une graphie magnifique, quel que soit le milieu social d'où l'on venait. Et je puis vous assurer que, dans

mon village dans les Pyrénées, il y avait beaucoup, beaucoup de familles dans lesquelles jamais un livre n'entrait et, cependant, tout le monde, à l'école primaire, passait le certificat d'études.

Pardon de le dire sous cette forme, j'aimerais bien voir une comparaison du véritable niveau du certificat d'études de l'époque avec des examens beaucoup plus avancés en grade aujourd'hui. Et en orthographe et en grammaire et en histoire et en maîtrise de la langue française et en calcul mental, j'aimerais bien voir ce que cela donne et pour tout dire, je n'ai aucun doute sur la qualité, la validité que représentait cet examen que tout le monde passait, vous pouvez m'en apporter témoignage, à cette époque-là.

Eh bien je dis que cette universalité de l'école française qui faisait que tous les enfants, quel que soit le milieu, se voyaient donner les outils fondamentaux pour la vie, pour la vie des études, pour la vie des diplômés mêmes élémentaires, pour la vie professionnelle.

J'étais hier avec des artisans, c'était le président de ce qu'on appelle l'UPA, l'Union Professionnelle des Artisans, qui est venu me voir. Il est lui-même électricien. Il m'a dit : "Monsieur Bayrou, je vous supplie, nous avons des dizaines de milliers d'emplois à offrir, nous avons un système formidable qui est l'apprentissage et l'alternance, mais s'il vous plaît, vous ne pouvez pas n'envoyer chez nous que des élèves qui ne savent pas lire et pas compter."

Un artisan aujourd'hui, il a besoin que ses compagnons, que ses apprentis maîtrisent les outils élémentaires pour se retrouver dans les métrages des salles, dans le dosage des matériaux, dans le minimum d'informatique qu'il faut pour faire un devis. Il dit : "Ce n'est pas possible que vous considériez que la vocation professionnelle et artisanale, ça ne peut être qu'une relégation de ceux qu'on n'a hélas pas formés suffisamment pour qu'ils arrivent à suivre dans le système élémentaire du collège !"

Eh bien je dis que notre mission à nous, notre contrat à nous, avec la nation, le contrat que nous allons passer et développer, c'est que désormais, quelle qu'en soit l'organisation, quels qu'en soit les efforts, j'allais dire même quel qu'en soit le coût, nous devons avoir un objectif qui est simple : aucun élève de quelque milieu qu'il soit, de quelque école qu'il vienne, ne doit pouvoir entrer en sixième sans maîtriser la lecture, l'écriture, le calcul et la langue française.

Je vous supplie d'y penser. Je vous supplie que nous y pensions tous ensemble parce que c'est de la non-assistance à enfant en danger, de la non-assistance à pays en danger. À quoi ça sert d'avoir en sixième 20% d'une classe d'âge qui ne maîtrise pas ces fondamentaux, qu'on fait monter de classe en classe en se cachant les yeux, alors qu'on sait pertinemment que ce n'est pas en montant de classe en classe qu'ils trouveront leur équilibre scolaire et qu'on sait pertinemment que ces enfants qui n'ont pas la reconnaissance scolaire, ils vont mettre le bazar dans les classes parce qu'un élève déstabilisé, eh bien c'est le seul moyen qu'il trouve pour avoir le minimum de reconnaissance de la part de ceux qui l'entourent, de ses amis dans la classe qui autrement ne le regarderaient pas ?!

Je dis que ceci est pour nous un impératif vital. Je ne dis pas que ce soit quelque chose de secondaire. Si nous ne faisons pas cela, c'est la même chose que la production, l'éducation est aussi nécessaire à la survie du pays.

Alors bien sûr il faudra des moyens. J'ai dit que je ne croyais pas à la re-création de 10 000, 20 000, 30 000, 40 000, 50 000, 60 000 postes, mais je dis que pour un objectif comme celui-là nous pouvons nous, France, dire : Nous garantirons les moyens, poste pour poste, nous les remplacerons comme il faut, les départs à la retraite seront remplacés, on ne coupera pas des dizaines de milliers de postes comme on le fait à mon avis à tort tous les ans. On garantira les moyens.

Mais l'important, c'est le contrat sur les objectifs que nous allons passer ensemble et ce contrat sur les



objectifs, s'il faut des moyens de suivi supplémentaire, on va les trouver.

Par exemple, j'en propose un qui ne coûtera pas un euro. Je propose une chose très simple, j'allais dire très bête, mais elle n'est pas si bête que ça, je propose qu'aucune semaine scolaire pour un élève de l'enseignement secondaire, au collège en particulier, ne fasse plus de 28 heures, par semaine parce que si vous faites 28 heures... (*Applaudissements...*) là c'est le proviseur qui applaudit... comme cela, il va avoir des moyens supplémentaires à redistribuer !

J'ai un petit-fils, que j'aime beaucoup naturellement, il a 37 heures de cours par semaine parce qu'il a pris deux options, ce qui veut dire que rien qu'en cours, avant d'avoir fait les devoirs à l'école, avant d'avoir commencé à étudier les leçons à la maison, il a déjà une obligation horaire qui est supérieure à l'obligation légale de présence dans l'entreprise des adultes français.

Eh bien je dis que ceci n'est pas raisonnable. Comment voulez-vous que ces heures-là, elles permettent l'échange entre l'enseignant et l'élève ? Comment voulez-vous qu'elles soient des heures utiles ? Et une fois qu'il a fait 37 heures de cours, plus les devoirs et les leçons à la maison, quand est-ce qu'il lui reste du temps pour jouer au foot, quand est-ce qu'il lui reste du temps pour perdre du temps ?

Je suis de ceux qui pensent que, pour un adolescent, avoir quelques heures dans la semaine où l'on ne sait pas quoi faire, c'est probablement un des biens les plus précieux. Je dis cela comme parent, comme père de famille, comme éducateur et aussi comme quelqu'un qui a quelques souvenirs de ce qui se passait quand il était lui-même un élève et un enfant.

Il faut avoir du temps pour que les connaissances entrent, encore faut-il que ces connaissances soient structurées et c'est pourquoi je défends tellement les fondamentaux. Par exemple, Madame Gourault, je défends les fondamentaux que représenteront la décision que nous allons prendre de remettre l'histoire en Terminale S.

Pourquoi ? Oh pour une raison très simple, très bête, on a besoin d'esprits d'élèves qui se retrouvent dans le temps comme on a besoin d'esprits d'élèves qui se retrouvent dans l'espace. Et c'est pourquoi je suis pour qu'on reconstruise ces fondations de -je ne dis même pas du savoir- des connaissances élémentaires qui permettent de se retrouver dans le temps pour éviter d'entendre ce que j'ai entendu quelque fois : des jeunes Français sans doute très brillants par ailleurs mais qui pensaient que Louis XIII, c'était le XIII<sup>ème</sup> siècle, Louis XIV le XIV<sup>ème</sup> siècle et Louis XV le XV<sup>ème</sup> siècle, ce que je vous le dis à l'avance, n'est pas du tout assuré !

Et donc, je suis pour que, dans les programmes d'histoire, on rétablisse à tous les niveaux la chronologie qui permet de savoir quand les événements sont intervenus, ce que les dates ont été, pas tant pour faire des petits savants à la tête bien pleine, mais pour se retrouver dans l'histoire des hommes, pour savoir qu'un siècle, c'est plus ou moins trois générations et que donc la guerre de 14, ce n'est pas si éloigné, c'est pour les enfants qui sont à l'école -il y en a quelques-uns- qui sont à l'université, que c'est ... allez ... le grand-père de leur grand-père, pas plus, qu'on aurait pu le rencontrer avec un peu de chance, et que même Henri IV que j'aime tant et que cette région doit aimer tant, ce n'est pas si loin que cela quatre siècles, c'est douze ou quatorze générations d'hommes.

Eh bien cette idée de se représenter le temps en génération, en figures, en visages, c'est extrêmement important pour savoir comment fonctionnent les sociétés humaines, extrêmement important par exemple, je dis cela au passage et dans cette région en particulier, de savoir que les guerres de religions ce n'était pas si loin que ça, de savoir qu'on a fait beaucoup de malheur pour le pays par les guerres de religions et de savoir que les serpents endormis peuvent toujours se réveiller.

C'est très important de connaître l'histoire du pays dans lequel on vit et c'est très important de savoir -il y a de grands hommes qui ont dit que l'histoire ce n'était pas autre chose que de la géographie

appliquée- ce qui est autour de nous, quelles sont les richesses qui sont les nôtres et comment nous allons pouvoir vivre dans la grande compétition des nations.

C'est très important pour notre avenir.

Voilà pourquoi je suis pour la simplification des programmes, réalisés avec -je ne sais pas s'il y a des enseignants dans la salle, s'il y en a je leur dis- avec les enseignants, en parlant avec eux : simplifier pour approfondir, faire en sorte que la structure des élèves leur permette d'être de plus en plus autonomes dans l'acquisition du savoir, de savoir qu'à l'université par exemple, il faut avoir des outils pour apprendre assez souvent tout seul, que l'université c'est de la recherche, même si c'est au début que l'on va pouvoir aller à la bibliothèque, on va pouvoir aller se former soi-même, ses propres dossiers, sa propre recherche, ses propres connaissances en étant aidé.

Par exemple, je trouve qu'il est tout à fait anormal, je ne sais pas ce qu'il en est à Poitiers, je ne sais pas à quelle heure ferme la bibliothèque universitaire à l'université de Poitiers, quelqu'un peut me dire cela ? 20 heures ! Eh bien les bibliothèques universitaires devraient être ouvertes au minimum tous les soirs jusqu'à 22 heures ou minuit. Et c'est très facile de les faire fonctionner en demandant à des étudiants de prendre une part de responsabilité et en leur donnant en échange ce que j'appelle des bourses d'engagement pour qu'ils puissent servir de tuteurs, d'animateurs à l'intérieur de l'université où ils sont eux-mêmes étudiants, et que les étudiants de licence ou de master accueillent les étudiants qui arrivent en première année et les guident et jouent le rôle de grand frère ou de grande sœur universitaire et même que les étudiants aillent faire faire les devoirs au collège ou au lycée avec la contrepartie de cette bourse d'engagement qui arrangera leurs études.

On n'a pas besoin de recruter des fonctionnaires. On peut mettre la générosité des uns au service des attentes et des besoins des autres. Et ce que je dis là pour les étudiants, cela doit valoir aussi pour les seniors, cela doit valoir pour de jeunes retraités qui ont envie de mettre leurs compétences, leurs envies au service d'associations, au service de l'école, au service de clubs sportifs, au service de l'entraide.

Voyez-vous, j'ai écrit pour essayer de dire ce que doit être le plan pour en sortir, j'ai écrit un livre que peut-être certains d'entre vous ont trouvé ou trouveront qui s'appelle "La France solidaire" parce que je pense que, solidarité, c'est le maître mot à la fois pour s'en sortir et pour constituer un projet de société pour l'avenir.

Je pense que, dans les temps de crise, il n'y a qu'en se serrant les coudes entre Français que nous avons une chance de nous en sortir.

Il n'y aura plus, je vous le dis, pardon si je déçois un certain nombre d'entre vous, il n'y aura plus les milliards et les milliards qu'on vous promet, c'est fini, pour des années, ça reviendra quand on aura reconstruit la force de production du pays. Mais en attendant, il va falloir faire mieux avec ce que nous avons, faire mieux sans dépenser plus et faire appel à cette solidarité, à cette entraide, lutter contre le mal du siècle qui est trop souvent la solitude.

Je dis souvent, réfléchissons une minute, je dis parce que ça a été évidemment quelque chose de très émouvant pour moi chaque fois qu'on parle devant moi des petites retraites, quand ma mère a disparu il y a peu, sa dernière retraite était de 668 euros par mois, il y a beaucoup de gens qui vivent avec 700, 750 euros, ce n'est pas pour la plaindre parce que nous étions là et c'est bien la moindre des choses, mais je me suis dit souvent : si on n'est pas là, qu'est-ce qui se passe ?

Alors il y aura un minimum de plus, une petite allocation de plus, mais si vous êtes seul, 750 euros, c'est la misère. Si vous êtes deux à 750 euros, 1500 euros avec un voisin, une voisine, un cousin, une cousine, c'est un peu mieux. Si vous êtes trois, alors vous abordez des situations de groupe au-dessus de 2000 euros qui sont des situations vivables, on s'entraide, on s'aide.

Et je me suis souvent fait la réflexion que la France est construite à l'envers parce que, pour ce type de revenu, pour ce type d'aide, quand les gens se rapprochent pour vivre ensemble, on coupe les aides, comme si on voulait les obliger à rester séparés.

Eh bien je dis qu'il faut inverser ce mouvement. Ça ne coûtera pas plus, mais j'ai à l'esprit précisément telle situation d'une dame au RSA qui s'est retrouvée veuve, son mari était à la Cotorep... -ce sont des situations de tous les jours, je parle des choses que je rencontre comme élu enraciné, y compris dans mon village...- son mari a disparu, il était à la Cotorep donc handicapé. Le père de son mari a voulu venir vivre avec elle, on lui a coupé le RSA ! Mais c'est absurde, vous comprenez...

On prend les choses à l'envers. Dans la société solidaire dont je pense qu'il est nécessaire que nous la construisions, au contraire de décourager les gens de vivre ensemble, eh bien on les encourage à vivre ensemble, à se rapprocher, à partager leurs difficultés, à s'entraider, à se serrer les coudes, à faire face ensemble.

Je ne veux pas me faire mal voir des étudiants qui sont là, je vais soutenir une thèse que peut-être ils n'admettront pas... Moi, je suis un partisan de la colocation pour les étudiants. On fait beaucoup, beaucoup de résidences, de studios, chacun chez soi avec ses 12, 14 mètres carrés. Il se trouve que j'ai découvert dans les pays qui nous entourent, notamment les pays du nord, que l'essentiel du logement étudiant était proposé en colocation parce que, quand vous êtes en première année il y a des gens qui sont expansifs, qui ont le contact facile, qui se débrouillent bien dans leurs études, et j'espère que c'est la majorité, mais il y a beaucoup, beaucoup de jeunes aussi qui ont des difficultés, qui sont introvertis, qui n'osent pas rencontrer les autres, qui n'osent pas avouer les difficultés dans leurs études et si on les pousse à se rapprocher les uns des autres, si on aide, des formules qui font qu'on va partager les charges de la vie, les difficultés et les enthousiasmes qu'elle représente, on les aide vraiment, on fait vraiment une œuvre humaniste, on fait une œuvre solidaire.

On n'est pas pour la société de l'isolation, de l'insularité et de la solitude.

Je suis pour que l'on bâtisse un projet solidaire pour la France et ne vous trompez pas, cela vaut en économie.

Je reviens une seconde sans perdre de vue que l'heure passe et même que l'heure est passée, mais sans perdre de vue que l'heure passe, je regarde la différence entre ces pays qui réussissent en Europe et nous qui avons tant de difficultés.

Eh bien, la solidarité entre entreprises, le fait de se sentir membre du même métier, de vouloir que sa filière avance, la filière automobile, la filière du meuble, la filière textile, la filière de mécanique aéronautique, il faut voir la solidarité que cela représente et les banques qui sont chargées d'aider les petites, les moyennes et les grandes entreprises, elles ont aussi ce sens de la solidarité dans les pays qui nous entourent. Je veux construire la solidarité dans la société, je veux la construire dans l'école, je veux la construire dans le social, je veux la construire dans l'économie aussi. Tout cela se tient. C'est la même chose.

Mais, et je finirai sur cette idée, il n'y a pas de solidarité si on ne reconstruit pas le sentiment de confiance. Il n'y a pas de redressement si on ne reconstruit pas le sentiment de confiance. On a besoin de rebâtir pierre à pierre avec ce qu'il faut de ciment et de chaux le lien de confiance entre les citoyens et leurs élus.

Pour cela, l'attitude de vérité est la première chose, je dis pour les journalistes qui sont là que j'ai regardé tout à l'heure la conférence de presse de Nicolas Sarkozy, peut-être je ne suis pas en situation d'être un observateur tout à fait confirmé, je n'ai rien compris aux chiffres qu'il a donnés ! Je ne sais pas

si vous avez écouté, il a dit : "On a un déficit de 105 milliards ou de 103 milliards auxquels j'ai ajouté 12 milliards de dépenses nouvelles, ce qui fait 115 milliards. Il faut donc que l'on trouve 53 milliards."

Mes chers amis, mesdames et messieurs, en tant que défenseur du calcul mental dans la politique française, je dis au président de la République, Nicolas Sarkozy, que s'il a un déficit de 115 milliards, il ne lui suffira pas de trouver 53 milliards, excusez-moi du peu, il va manquer dans cette affaire plus de 60 milliards ! Je ne sais pas qui lui avait écrit ces chiffres, mais je prétends que ces chiffres sont ou devraient être à la portée du cours moyen 2<sup>ème</sup> année.

Et je suis désolé de rappeler que plus de 60 milliards, cela représente plus de 60 mille millions d'euros, donc il manque quelques lignes à l'opération que Nicolas Sarkozy a subrepticement, comme les joueurs de bonneteau, présentée tout à l'heure devant les Français.

Moi, je dis une chose simple, supprimer le déficit, cela veut dire que nous allons équilibrer plus de 100 milliards, 103 milliards de dépenses qui nous accablent, qui augmentent la dette tous les ans et la charge des enfants, ce qui est une honte absolue. Nous avons besoin d'un pays équilibré et nous allons retrouver cet équilibre en deux ans et il ne manquera pas 60 milliards à l'addition finale.

J'en étais à la confiance. Pour reconstruire la confiance, il faut en finir avec toutes ces mauvaises habitudes, toutes ces anomalies, toutes ces affaires que l'on voit surgir tous les jours au détour des pages de journaux et qui jettent une ombre sur la vie politique française.

Et je vous propose qu'une bonne fois pour toutes, on en finisse.

Il y a des années et des années et des décennies que les responsables politiques de l'UMP et du PS viennent devant les Français en disant : mesdames et messieurs, nous allons prendre de bonnes résolutions et tout ce qui vous agace, tout ce qui vous irrite, tout ce que vous trouvez insuffisant dans la vie politique de notre pays, dans le rapport entre les citoyens, et les élus nous allons y porter remède... la prochaine fois !

Eh bien, je vous propose que, pour une fois, on leur dise : "mesdames et messieurs, on va vous prendre au mot, ce ne sera pas la prochaine fois, ce sera au mois de juin 2012 qu'on va mettre un terme à toutes ces anomalies."

Et alors, je dis, tout ce qui est insupportable pour vous tous, citoyens français, dans la vie politique de notre pays, tout ce qui, au moins une fois, a donné lieu à des déclarations généreuses et positives des uns et des autres, nous allons le faire adopter en une seule fois, en un seul dimanche par référendum, le dimanche 10 juin 2012, en quatre semaines et un dimanche !

Alors, je vais faire la liste devant vous.

Nous allons, dans cette loi, prendre une disposition simple et déterminante pour assurer dans notre pays l'indépendance de la justice, parce qu'il n'est pas normal que la justice soit soumise au pouvoir exécutif en place. Pour cela, nous allons faire en sorte que le ministre de la justice Garde des Sceaux ne puisse être nommé que s'il a un vote de confiance du Parlement qui réunira majorité et opposition, de manière qu'il soit clair que, s'il est membre du gouvernement, il tient une légitimité d'une partie beaucoup plus large du peuple français, qu'il n'est pas partisan, puisqu'il va devoir porter devant les Français la politique de justice du pays. Indépendance de la justice, statut particulier pour le Garde des Sceaux ministre de la justice.

Deuxièmement, nous allons consacrer l'indépendance des médias et nous allons décider que, par exemple, le président de la République n'aura plus le droit de nommer qui il veut à la tête des chaînes audiovisuelles publiques parce que, excusez-moi de le rappeler, jamais la communauté des citoyens français n'aurait dû accepter qu'on fasse un tel manquement, excusez-moi de le rappeler, l'audiovisuel

public n'appartient pas à l'État, encore moins appartient-il au pouvoir, encore moins au président de la République, il vous appartient, puisque c'est vous qui payez la redevance qui le fait vivre ! La redevance est celle de tous les citoyens français, donc tous les citoyens français doivent être représentés dans la décision impartiale, les professionnels aussi et vous tous, tout le pluralisme français de ceux qui auront la charge de diriger l'audiovisuel public sans être soumis à l'influence du pouvoir.

Ainsi peut-être pourrions-nous avoir pour l'élection présidentielle un vrai débat en première partie de soirée avec tous les candidats pour savoir de quoi il s'agit dans cette élection. Et au lieu d'avoir l'entente des deux candidats dits principaux ou dits favoris pour qu'ils s'entendent parfaitement pour qu'il n'y ait pas de véritable débat, ainsi peut-être imposerions-nous cette idée toute simple : mesdames et messieurs les responsables des chaînes publiques, si vous avez organisé deux émissions en première partie de soirée pour les primaires du parti socialiste, au moins pouvez-vous organiser les mêmes pour la vraie élection présidentielle en vraie grandeur dont les Français ont besoin de savoir ce que sont les enjeux.

Et on va continuer dans la moralisation de la vie publique avec des choses très simples.

Premièrement, il y a des années que l'on parle du cumul des mandats pour les députés. Je vous propose de l'interdire à partir du 10 juin !

Je vous propose d'avoir un gouvernement à 20 membres et pas un de plus parce qu'on a besoin de faire des économies au sommet de l'État, puisqu'on demande des économies aux citoyens.

Je vous propose de mettre fin à une pratique scandaleuse de la vie politique française, je vous propose qu'on ne puisse plus voter à l'Assemblée Nationale et au Sénat si on n'est pas présent dans l'hémicycle pour voter.

Et je vous propose que, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, désormais, tous les votes soient publics pour qu'on sache quelles décisions ceux qui vous représentent ont prises et que vous puissiez leur demander des comptes.

Je vous propose de mettre un terme au mélange des intérêts privés et publics, et de regarder d'un peu plus près la manière dont se financent les campagnes électorales dans notre pays, en interdisant qu'il puisse y avoir des entourloupes qui jettent la suspicion sur toutes les campagnes électorales antérieures.

Et je vous propose quelque chose de très simple dont beaucoup de Français ont besoin, je vous propose qu'on reconnaisse la validité du vote blanc dans notre pays. Parce que ce n'est pas un acte moins citoyen d'aller voter même pour dire que les candidats qu'on vous propose ne vous conviennent pas, et cela évitera qu'il y ait des égarements et des mauvaises interprétations d'un certain nombre de réticences des Français qui ont bien le droit d'en avoir puisqu'ils sont citoyens de notre pays et qu'ils se déplacent pour aller voter. Et donc que le vote blanc soit un vote exprimé et que l'on ne puisse pas être élu en tout cas au premier tour si on n'a pas eu la majorité y compris de ces votes qui, autrement, ne sont pas pris en compte.

Ce sont des choses très simples, très nécessaires et qui renouvelleront la vie politique de notre pays.

Je vous propose aussi qu'on sorte de cette incroyable anomalie qui fait qu'il n'y a que deux partis qui ont tous les sièges à l'Assemblée Nationale, deux partis qui représentent à eux deux à peine 50% des Français et les 50% autres n'ont le choix qu'entre deux solutions : ou bien ils vont s'incliner, faire des courbettes pour que ceux qui sont au pouvoir ou ceux qui sont dans l'opposition leur donnent des circonscriptions protégées, ce qui est une dépendance et une soumission et je suis contre la dépendance et la soumission, ou bien, comme nous le faisons, on va au combat avec son propre drapeau quitte à ne pas être représenté même quand un nombre considérable de millions de Français vous font confiance !

Je propose donc qu'on change la loi électorale pour que tous les mouvements substantiels ayant obtenu par exemple 5% des suffrages dans le pays soient représentés à l'Assemblée Nationale, non pas comme un cadeau des partis au pouvoir, mais comme leur propre légitimité et ils pourront parler à la tribune.

Et alors, comme je suis d'un peu près cette campagne électorale, je vois naturellement se développer des opinions ou des analyses extrêmement flatteuses à notre endroit.

Aujourd'hui, le président de la République sortant et le candidat du parti socialiste ont fait tous les deux une déclaration officielle pour dire que les idées que je défendais, notamment sur la moralisation de la vie publique, étaient des idées très intéressantes et qu'il fallait naturellement les prendre en compte pour le présent et pour le futur.

Alors, mesdames et messieurs et chers amis, chers concitoyens, je vais faire deux parties dans ma courte analyse.

La première, c'est qu'il m'arrive, bien que je ne sois pas très expérimenté en politique et que je n'en fasse que très peu, mais il m'arrive cependant d'apercevoir qu'il pourrait y avoir ici ou là des manœuvres qui, peut-être, pourraient tendre à faire que la plus grande bienveillance règne entre ces deux candidats principaux et nous peut-être en pensant à la suite. Je ne sais pas... Je dis les choses avec beaucoup de prudence... Peut-être. Mais, en tout cas, d'une certaine manière, permettez-moi de le dire, c'est une reconnaissance de la démarche d'indépendance et de liberté que nous avons initiée depuis longtemps et dont la France a tant besoin.

C'est parce que nous sommes libres, sans avoir de soumission, sans avoir de dépendance, sans avoir de cadavres dans les placards, sans avoir d'affaires dans les tiroirs, que nous pouvons proposer à la démocratie française de tourner la page sur les mauvaises habitudes qui sont les siennes et dire à tous les mouvements et à tous les partis, à tous les candidats à cette élection :

Oui, on a besoin d'ouvrir un temps nouveau pour la démocratie française !

Oui, la France a besoin de se reconstruire !

Oui, elle ne pourra se reconstruire que dans la confiance !

C'est cette confiance-là, libre, indépendante, écartant les extrêmes d'un bord et de l'autre, que nous proposons aux Français comme une volonté nouvelle et, demain, comme une majorité nouvelle !

Je vous remercie.